

les arrêtés royaux des 6 novembre 1967, 26 septembre 1969, 16 mars 1971, 8 décembre 1972, 5 mars 1973, 25 avril 1973, 15 mars 1976, 21 février 1978, 16 janvier 1981, 21 septembre 1984 et 11 mars 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission de ses fonctions de président de la Commission supérieure d'indemnisation et de président de la première chambre est accordée, à sa demande, à M. Van Eeckhout, Etienne, premier avocat général honoraire à la Cour d'appel d'Anvers.

Art. 2. M. Rigaux, Edouard, avocat général honoraire à la Cour d'appel d'Anvers, est nommé président de la Commission supérieure d'indemnisation et président de la première chambre, en remplacement de M. Van Eeckhout, Etienne, démissionnaire.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 1^{er}, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 1995.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Le Ministre des Transports,

M. DAERDEN

artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 november 1967, 26 september 1969, 16 maart 1971, 8 december 1972, 5 maart 1973, 25 april 1973, 15 maart 1976, 21 februari 1978, 16 januari 1981, 21 september 1984 en 11 maart 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de heer Van Eeckhout, Etienne, emeritus eerste advocaat-generaal bij het Hof van Beroep van Antwerpen, wordt, op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van voorzitter van de Hogere Vergoedingscommissie en van voorzitter van de eerste kamer.

Art. 2. De heer Rigaux, Edouard, emeritus advocaat-generaal bij het Hof van Beroep van Antwerpen, wordt benoemd tot voorzitter van de Hogere Vergoedingscommissie en tot voorzitter van de eerste kamer, ter vervanging van de heer Van Eeckhout, Etienne, ontslagnemer.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 1995.

Art. 4. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Vervoer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 november 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

De Minister van Vervoer,

M. DAERDEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 410

[C - 97/22054]

10 NOVEMBRE 1996. — Arrêté royal fixant les modalités de l'agrément des praticiens de l'art dentaire titulaires d'un titre professionnel particulier

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales, et aux commissions médicales, notamment l'article 35sexies, inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 octobre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

2° l'administration : la direction de l'Art de Guérir du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;

3° le Conseil : le Conseil de l'Art dentaire;

4° le maître de stage : le praticien de l'art dentaire responsable des stages qui est agréé comme tel conformément aux critères en vigueur;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 410

[C - 97/22054]

10 NOVEMBER 1996. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van de beoefenaars van de tandheelkunde, houders van een bijzondere beroepstitel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35sexies, ingevoegd door de wet van 19 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere titels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 18 oktober 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort;

2° het bestuur : de directie Geneeskundepraktijk van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu;

3° de Raad : de Raad van de Tandheelkunde;

4° de stagemeester : de beoefenaar van de tandheelkunde verantwoordelijk voor de stages, en die als zodanig erkend is, overeenkomstig de geldende criteria;

5° le service de stage : le service dans lequel le stage du candidat se réalise entièrement ou partiellement et qui est agréé à cet effet, conformément aux critères en vigueur;

6° le candidat : le candidat à un agrément en tant que titulaire d'un titre professionnel particulier en l'art dentaire;

7° la discipline : la pratique, générale ou spécialisée de l'art dentaire;

8° les écoles dentaires : la faculté ou la section d'une faculté qui est chargée de l'enseignement universitaire de science dentaire.

Art. 2. Le présent arrêté règle en outre l'agrément des maîtres de stage et des services de stage.

Les critères de leur agrément sont déterminés par le Ministre.

CHAPITRE II. — *Du Conseil de l'art dentaire et des Commissions d'agrément*

Art. 3. Il est institué auprès du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement :

1° un Conseil de l'art dentaire;

2° une Commission d'agrément pour chacun des titres professionnels particuliers accessibles aux praticiens de l'art dentaire.

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil est formé d'une Chambre d'expression néerlandaise et d'une Chambre d'expression française qui se réunissent conjointement pour accomplir les missions énumérées au § 4.

§ 2. Le Conseil est présidé par un fonctionnaire, nommé par le Ministre sur proposition du Conseil, pour un terme renouvelable de six ans. Il siège sans voix délibérative.

La vice-présidence du Conseil est assurée par le président de la chambre d'expression française et par le président de la chambre d'expression néerlandaise.

A défaut du président ou en son absence la présidence est assurée par le vice-président le plus âgé.

En cas d'absence du vice-président le plus âgé, la présidence est assurée par l'autre vice-président.

En cas d'absence du président et des vice-présidents, la présidence est assurée par le membre le plus âgé.

§ 3. Le secrétariat du Conseil est assuré conjointement par les secrétaires des deux chambres.

§ 4. Le Conseil a pour mission :

1° de donner au Ministre, à sa demande ou d'initiative, un avis sur toutes les questions de principe et d'ordre général concernant l'art dentaire;

2° de donner au Ministre un avis motivé sur les demandes d'agrément en qualité de maître de stage ou de service de stage;

3° de donner au Ministre des avis relatifs à la fixation des critères d'agrément des praticiens de l'art dentaire titulaires d'un titre professionnel particulier, des maîtres de stage et des services de stage;

4° de donner au Ministre, à sa demande ou d'initiative, des avis ou de faire des propositions relatives aux directives et recommandations à l'intention des Commissions d'agrément, des maîtres de stage et des candidats ou concernant des questions de principe et d'ordre général.

§ 5. Le bureau du Conseil est constitué par le président et les vice-présidents.

Dans les cas d'urgence, le Conseil peut charger le bureau de l'exécution partielle ou complète des missions prévues au § 4, 2°, du présent article.

§ 6. Le Conseil peut créer des groupes de travail chargés d'une mission déterminée. Ces groupes de travail se composent de membres du Conseil et éventuellement d'experts étrangers au Conseil.

§ 7. Pour pouvoir délibérer valablement, au moins la moitié des membres visés à l'article 5, § 1^{er}, 1°, et la moitié des membres visés à l'article 5, § 1^{er}, 2°, doivent être présents.

Si le quorum des présences n'est pas atteint, le président convoque une seconde réunion avec le même ordre du jour; le Conseil peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Le Conseil se prononce à la majorité des membres présents; en cas de parité des voix, le point qui a été soumis au vote est rejeté.

Les délibérations du Conseil sont secrètes.

Les avis doivent être motivés.

5° de stagedienst : de dienst waarin de stage van de kandidaat geheel of gedeeltelijk geschiedt en die daar voor erkend is, conform de geldende criteria;

6° de kandidaat : de kandidaat voor een erkenning als houder van een bijzondere beroepstitel in de tandheelkunde;

7° de discipline : de beoefening van de algemene of gespecialiseerde tandheelkunde;

8° de scholen voor tandheelkunde : de faculteit of de afdeling van een faculteit die belast is met het universitair onderwijs in de tandheelkunde.

Art. 2. Dit besluit regelt bovendien de erkenning van stagemesters en stagediensten.

De criteria voor hun erkenning worden door de Minister bepaald.

HOOFDSTUK II. — *De Raad van de tandheelkunde en de Erkenningscommissies*

Art. 3. Bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu worden opgericht :

1° een Raad van de tandheelkunde;

2° een Erkenningscommissie voor elk van de bijzondere beroepstitels waartoe de beoefenaars van de tandheelkunde toegang hebben.

Art. 4. § 1. De Raad bestaat uit een Nederlandstalige en een Franstalige kamer, die voor het vervullen van de opdrachten opgesomd in § 4 samen vergaderen.

§ 2. De Raad wordt voorgezeten door een ambtenaar, die door de Minister op voordracht van de Raad benoemd wordt voor een hernieuwbare periode van zes jaar. Hij is niet stemgerechtigd.

De voorzitter van de Nederlandstalige kamer en de voorzitter van de Franstalige kamer treden op als ondervoorzitters van de Raad.

Bij ontstentenis of bij afwezigheid van de voorzitter, wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste ondervoorzitter in jaren.

Bij afwezigheid van de oudste ondervoorzitter in jaren wordt het voorzitterschap waargenomen door de andere ondervoorzitter.

Bij afwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitters wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste lid in jaren.

§ 3. Het secretariaat van de Raad wordt gezamenlijk waargenomen door de secretarissen van de beide kamers.

§ 4. De Raad heeft als opdracht :

1° aan de Minister advies te verstrekken, hetzij op diens aanvraag, hetzij op eigen initiatief, inzake beginselkwesties en algemene aangelegenheden betreffende de tandheelkunde;

2° aan de Minister een met redenen omkleed advies te verstrekken over de aanvragen tot erkenning als stagemester of als stagedienst;

3° aan de Minister adviezen te verstrekken betreffende het vaststellen van erkenningscriteria voor de beoefenaars van de tandheelkunde met een bijzondere beroepstitel, stagemesters en stagediensten;

4° aan de Minister, op zijn verzoek of op eigen initiatief, adviezen te verstrekken of voorstellen te doen in verband met richtlijnen en aanbevelingen ten behoeve van de Erkenningscommissies, de stagemesters en de kandidaten of betreffende beginselkwesties en algemene aangelegenheden.

§ 5. Het bureau van de Raad is samengesteld uit de voorzitter en de ondervoorzitters.

In dringende gevallen kan de Raad het bureau belasten met het volledig of gedeeltelijk uitvoeren van de opdrachten bepaald in § 4, 2°, van dit artikel.

§ 6. De Raad kan werkgroepen oprichten belast met een welbepaalde opdracht. Deze werkgroepen zijn samengesteld uit leden van de Raad en eventueel uit deskundigen die niet tot de Raad behoren.

§ 7. Om geldig te kunnen beraadslagen moet ten minste de helft van de leden bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, en de helft van de leden bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, aanwezig zijn.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, belegt de voorzitter een tweede vergadering met dezelfde agenda; de Raad kan dan geldig beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De Raad spreekt zich uit bij meerderheid van de aanwezige leden; bij staking van stemmen wordt het punt waarover werd gestemd verworpen.

De beraadslagingen van de Raad zijn geheim.

De adviezen moeten met redenen worden omkleed.

Art. 5. § 1^{er}. Chaque chambre du Conseil est composée :

1° de six licenciés en sciences dentaires occupant ou ayant occupé des fonctions d'enseignement et proposés sur une liste double par les Ecoles dentaires qui organisent un cycle complet d'enseignement;

2° de six licenciés en sciences dentaires proposés sur une liste double par les associations professionnelles représentatives.

§ 2. Chaque chambre élit en son sein un président et un vice-président pour un mandat renouvelable de six ans. Chacun d'eux est alternativement proposé par les organisations professionnelles et les Ecoles dentaires.

§ 3. Les membres sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de six ans; ils continuent à assumer leur fonction jusqu'à ce que leur mandat ait été renouvelé ou jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme, pour achever le mandat en cours, un nouveau membre, selon la procédure déterminée dans le présent article.

§ 4. Le Ministre peut, sur avis du Conseil mettre fin au mandat des membres des chambres du Conseil qui auront fait preuve notoire de manque d'assiduité aux réunions, ou de manque d'intérêt aux missions qui leur étaient confiées.

§ 5. En cas d'absence du président et du vice-président de la chambre, la présidence de la chambre est assurée par le membre le plus âgé.

§ 6. Le secrétariat des chambres est assuré par des fonctionnaires du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, désignés par le Ministre.

§ 7. Les chambres du Conseil ont pour mission :

1° de se prononcer dans un avis motivé sur les recours introduits contre les avis des Commissions d'agrément;

2° à la demande du Ministre, de se prononcer dans un avis motivé, sur les avis des Commissions d'agrément au sujet des plans de stage, de la formation et de l'agrément comme titulaire d'un titre professionnel particulier.

§ 8. Les dispositions de l'article 4, § 7, sont d'application, mutatis mutandis.

Art. 6. § 1^{er}. Chaque Commission d'agrément se compose d'une chambre d'expression néerlandaise et d'une chambre d'expression française.

§ 2. Chaque chambre des Commissions d'agrément se compose :

1° de minimum trois et maximum six praticiens de l'art dentaire occupant ou ayant occupé une fonction académique, agréés comme titulaire du titre professionnel particulier concerné et présentés sur une liste double par les Ecoles dentaires;

2° d'un nombre de praticiens de l'art dentaire, égal au nombre de praticiens visés sub 1°, agréés comme titulaires du titre professionnel particulier concerné et présentés sur une liste double par les associations professionnelles représentatives.

§ 3. Les membres des Commissions d'agrément sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de six ans. Ils continuent à assumer leur fonction jusqu'à ce que le Ministre décide du renouvellement de leur mandat ou jusqu'à ce qu'il pourvoie à leur remplacement.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme, pour achever le mandat en cours, un nouveau membre selon la procédure déterminée dans le présent article.

§ 4. Le Ministre peut, après avis de la chambre concernée, mettre fin au mandat des membres des chambres des commissions d'agrément qui auront fait preuve notoire de manque d'assiduité aux réunions ou de manque d'intérêt aux missions qui leurs étaient confiées.

§ 5. Chaque chambre élit en son sein un président et un vice-président.

En cas d'absence du président et du vice-président la réunion de la chambre de la Commission d'agrément est présidée par le membre le plus âgé.

§ 6. Le secrétariat des chambres est assuré par des fonctionnaires du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, désignés par le Ministre.

Art. 5. § 1. Elke kamer van de Raad bestaat uit :

1° zes licentiaten in de tandheelkunde die een academisch ambt bekleden of bekleed hebben en voorgedragen worden op een lijst van dubbeltallen door de Scholen voor tandheelkunde die een volledige onderwijscyclus inrichten;

2° zes licentiaten in de tandheelkunde voorgedragen op een lijst van dubbeltallen door de representatieve beroepsverenigingen.

§ 2. Elke kamer kiest uit haar midden een voorzitter en een ondervoorzitter voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar. Elk van hen wordt beurtelings voorgedragen door de beroepsverenigingen en door de Scholen voor tandheelkunde.

§ 3. De leden worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar; zij blijven hun functie bekleden totdat hun mandaat is hernieuwd of in hun vervanging is voorzien.

In geval van overlijden, ontslag of intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister, om het lopend mandaat te voleindigen, een nieuw lid volgens de in dit artikel bepaalde procedure.

§ 4. De Minister kan, op advies van de Raad een einde maken aan het mandaat van de leden van de kamers van de Raad die duidelijk blijken gegeven hebben van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hen werden toevertrouwd.

§ 5. Bij afwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt de vergadering in de kamer voorgezeten door het oudste lid in jaren.

§ 6. Het secretariaat van de kamers wordt waargenomen door ambtenaren van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu aangewezen door de Minister.

§ 7. De kamers van de Raad hebben tot taak :

1° uitspraak te doen, bij een met redenen omkleed advies, over de beroepen ingesteld tegen de adviezen van de Erkenningscommissies;

2° op verzoek van de Minister, uitspraak te doen, bij een met redenen omkleed advies, over adviezen van de Erkenningscommissies in verband met het stageplan, de opleiding en de erkenning als titularis van een bijzondere beroepstitel.

§ 8. De bepalingen van artikel 4, § 7, zijn, mutatis mutandis, van toepassing.

Art. 6. § 1. Elke Erkenningscommissie bestaat uit een Nederlands-talige en een Franstalige kamer.

§ 2. Elke kamer van de Erkenningscommissies is samengesteld uit :

1° ten minste drie en ten hoogste zes beoefenaars van de tandheelkunde, die een academisch ambt bekleden of hebben bekleed, erkend zijn als houder van de betrokken bijzondere beroepstitel en voorgedragen zijn op een lijst van dubbeltallen door de Scholen voor Tandheelkunde;

2° een aantal beoefenaars van de tandheelkunde, gelijk aan het aantal beoefenaars bedoeld sub 1°, die erkend zijn als houder van de betrokken bijzondere beroepstitel en op een lijst van dubbeltallen door de representatieve beroepsverenigingen zijn voorgedragen.

§ 3. De leden van de Erkenningscommissies worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Zij blijven hun functie waarnemen tot de Minister over de hernieuwing van hun mandaat een beslissing heeft genomen of tot in hun vervanging is voorzien.

In geval van overlijden, ontslag of intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister, om het lopend mandaat te voleindigen, een nieuw lid volgens de in dit artikel bepaalde procedure.

§ 4. De Minister kan op advies van de betrokken kamer een eind maken aan het mandaat van de leden van de kamers van de Erkenningscommissies die duidelijk blijken gegeven van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hen werden toevertrouwd.

§ 5. Elke kamer kiest uit haar midden een voorzitter en een ondervoorzitter.

Bij afwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt de vergadering van de kamer van de Erkenningscommissie voorgezeten door het oudste lid in jaren.

§ 6. Het secretariaat van de kamers wordt waargenomen door ambtenaren van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu aangewezen door de Minister.

Art. 7. § 1^{er}. Les chambres des Commissions d'agrément ont pour mission :

1° de donner un avis sur le plan de stage introduit par le candidat;

2° de surveiller l'exécution du plan de stage dans tous ses éléments tant par le maître de stage que par le candidat, conformément aux critères en vigueur et aux dispositions du présent arrêté;

3° de donner au Ministre un avis motivé sur les demandes d'agrément en qualité de praticien de l'art dentaire, titulaire d'un titre professionnel particulier et sur les questions qui se rapportent à cet agrément;

4° de donner au Conseil, d'initiative et en chambres réunies, un avis motivé sur les critères relatifs à l'agrément des titulaires du titre professionnel particulier et des maîtres de stage et services de stage;

5° de donner au Conseil, d'initiative, un avis motivé sur les demandes d'agrément des maîtres de stage et des services de stage.

§ 2. Chaque Commission d'agrément ou chaque chambre peut à tout moment adresser au Conseil une note avec son avis et ses remarques sur des questions d'ordre général ou particulier concernant sa discipline.

§ 3. Pour pouvoir délibérer valablement, au moins la moitié des membres visés à l'article 6, § 2, 1° et la moitié des membres visés à l'article 6, § 2, 2° doivent être présents.

Si le quorum n'est pas atteint, le président convoque une seconde réunion avec le même ordre du jour; la chambre peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

La chambre se prononce à la majorité des membres présents; en cas de parité des voix, le point qui a été soumis au vote est rejeté.

Les délibérations de la Commission d'agrément et des chambres sont secrètes.

Les avis doivent être motivés.

Art. 8. Les membres du Conseil et des Commissions d'agrément ont droit :

1° à un jeton de présence, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 janvier 1960 modifiant l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et des frais alloués aux membres des Commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de l'Environnement. Les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2° au remboursement des frais de parcours, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application du présent article, les membres non fonctionnaires des Commissions d'agrément et du Conseil sont assimilés aux agents titulaires d'un grade dans un des rangs 15 à 17.

CHAPITRE III. — Du stage et de l'agrément des praticiens de l'art dentaire, titulaires d'un titre professionnel particulier

Section 1. — Le stage

Art. 9. Le candidat, habilité à exercer l'art dentaire en Belgique, est tenu d'introduire par lettre recommandée au Ministre, au plus tard dans les trois premiers mois du début de son stage un programme mentionnant :

1° l'organisme auprès duquel est suivi l'enseignement théorique du titre professionnel particulier;

2° le plan de stage indiquant les différentes périodes de stage qu'il compte effectuer.

Art. 10. § 1^{er}. La demande d'approbation du plan de stage est rédigée sur un formulaire délivré par l'administration et contient les éléments suivants :

1° une adresse en Belgique pour l'envoi de la correspondance;

2° la discipline pour laquelle la demande est faite;

3° les dates de début et de fin du stage, le plan de stage devant porter sur la durée complète de la formation;

4° les services où seront effectués les stages;

5° le nom et l'accord du ou des maîtres de stage et éventuellement d'un maître de stage coordinateur.

Art. 7. § 1. De kamers van de Erkenningscommissies hebben tot taak :

1° advies te verstrekken over het stageplan dat door de kandidaat wordt ingediend;

2° toezicht uit te oefenen op de uitvoering van het stageplan in al zijn geledingen, zowel door de stagemester als door de kandidaat, overeenkomstig de geldende criteria en de bepalingen van dit besluit;

3° de Minister een met redenen omkleed advies te verstrekken betreffende de aanvragen tot erkenning als beoefenaar van de tandheelkunde, houder van een bijzondere beroepstitel en de kwesties in verband met die erkenning;

4° aan de Raad, op eigen initiatief en in verenigde kamers, een met redenen omkleed advies te verstrekken over de criteria voor de erkenning van de houders van de bijzondere beroepstitel en van de stagemesters en stagediensten;

5° aan de Raad, op eigen initiatief, een met redenen omkleed advies te verstrekken over de aanvragen tot erkenning van de stagemesters en stagediensten.

§ 2. Elke Erkenningscommissie of elke kamer kan te allen tijde aan de Raad een nota overmaken met haar advies of aanmerkingen over algemene of bijzondere aangelegenheden betreffende haar discipline.

§ 3. Om geldig te beaadslagen moet ten minste de helft van de leden bedoeld in artikel 6, § 2, 1°, en de helft van de leden bedoeld in artikel 6, § 2, 2°, aanwezig zijn.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, belegt de voorzitter een tweede vergadering met dezelfde agenda; de kamer kan dan geldig beaadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

De kamer spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden; bij staking van stemmen wordt het punt waarover werd gestemd verworpen.

De beaadselingen van de Erkenningscommissie en van de kamers zijn geheim.

De adviezen moeten met redenen worden omkleed.

Art. 8. De leden van de Raad en van de Erkenningscommissies hebben recht op :

1° presentiegeld, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 januari 1960 tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 juli 1946 dat het bedrag van de presentiegelden en de kosten bepaalt, welke uitgekeerd worden aan de leden van de vaste Commissies die van het departement van Volksgezondheid en van Leefmilieu afhangen. De leden ambtenaren kunnen er alleen aanspraak op maken in de mate waarin hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;

2° de terugbetaling van de reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965, houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van dit artikel worden de leden niet-ambtenaar van de Erkenningscommissies en van de Raad gelijkgesteld met de ambtenaren die een graad bekleden van rang 15 tot 17.

HOOFDSTUK III. — De stage en de erkenning van beoefenaars van de tandheelkunde, houders van een bijzondere beroepstitel

Afdeling I. — De stage

Art. 9. De kandidaat, gemachtigd de tandheelkunde in België uit te oefenen, moet uiterlijk binnen de eerste drie maanden van de aanvang van zijn stage, bij aangetekend schrijven, aan de Minister een programma toesturen met vermelding van :

1° de instelling waar hij het theoretisch onderricht voor de bijzondere beroepstitel volgt;

2° het stageplan met de verschillende stageperiodes die hij wenst te doorlopen.

Art. 10. § 1. De goedkeuring van het stageplan wordt aangevraagd door middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd. Deze aanvraag bevat de volgende gegevens :

1° een adres in België voor toezending van de briefwisseling;

2° de discipline waarop de aanvraag betrekking heeft;

3° de begin- en einddata van de stage, waarbij het stageplan op de volledige duur van de opleiding betrekking moet hebben;

4° de diensten waar de stages zullen worden gedaan;

5° de naam en het akkoord van de stagemester(s) en eventueel van een stagemester-coördinator.

§ 2. Lorsque le candidat a plus d'un maître de stage, l'un d'eux doit faire fonction de maître de stage coordinateur.

Le maître de stage coordinateur doit être agréé dans la même discipline que celle visée par le candidat et ce dernier doit terminer son stage chez lui.

Le maître de stage coordinateur a pour mission de guider le candidat lors de la rédaction de son plan de stage et de coordonner l'ensemble de sa formation.

Le maître de stage coordinateur doit formuler une appréciation globale, permettant à la Commission d'agrément de juger si le candidat a satisfait aux critères de formation et s'il peut exercer la discipline indépendamment et sous sa propre responsabilité.

§ 3. A la demande d'approbation du plan de stage sont joints :

1° les documents d'où il ressort que le candidat est habilité à pratiquer l'art dentaire en Belgique;

2° pour chaque partie des stages, un exemplaire de la convention écrite conclue entre le candidat et le maître de stage ou l'institution responsable et relative à une rémunération équitable du candidat avec mention précise de la durée de la convention.

Art. 11. Avant de soumettre le plan de stage pour avis à la chambre compétente, l'administration vérifie si les dispositions de l'article 9 et de l'article 10 ont été entièrement observées. Si tel n'est pas le cas, l'intéressé en est informé dans les trente jours.

Si le plan de stage est introduit au cours des trois premiers mois de la formation, la durée en est calculée à partir de la date à laquelle elle a réellement commencé; s'il est introduit ultérieurement, la date de la lettre recommandée en est considérée comme la date du début.

Art. 12. § 1^{er}. La chambre se prononce sur la demande d'approbation du plan de stage ou de toute autre demande en rapport avec le stage, dans les soixante jours, à partir de la date à laquelle elle a été saisie de l'affaire.

§ 2. La chambre statue sur pièces. Si son avis diffère du plan de stage introduit par le candidat, il est tenu en suspens.

En ce cas, le candidat est invité, sauf en cas d'urgence, au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné, par lettre recommandée avec accusé de réception, à comparaître devant la chambre aux fins de fournir tous renseignements utiles. Il peut se faire assister d'un ou plusieurs conseils. Si le candidat, dûment convoqué, ne comparait pas, il est statué sur pièces, sauf en cas d'absence justifiée.

§ 3. Le dossier est tenu à la disposition du demandeur ou de son conseil au secrétariat; il peut y être consulté pendant les quinze jours qui précèdent l'audience.

Art. 13. Les avis motivés de la chambre sont communiqués au Ministre et notifiés dans les 30 jours au candidat.

Si l'avis de la chambre diffère du plan de stage introduit, la communication au candidat se fait par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 14. § 1^{er}. Au début de son stage, le candidat reçoit un carnet de stage dans lequel il doit consigner toutes les activités effectuées pendant son stage. Ce carnet doit être retourné à la fin de chaque année à la chambre compétente de la Commission d'agrément.

Le modèle du carnet de stage est déterminé par la Commission d'agrément compétente pour la discipline et est identique pour les deux chambres. Il doit être approprié à chaque discipline et permettre un véritable contrôle de la formation tant théorique que pratique pendant l'année en cours.

§ 2. En outre, chaque année, le candidat fait un rapport par écrit à la chambre compétente de la Commission d'agrément sur le déroulement de son stage.

Art. 15. Le candidat doit soumettre préalablement toute modification de son plan de stage à l'approbation du Ministre; avant de prendre une décision le Ministre demande l'avis de la chambre compétente de la Commission d'agrément.

§ 2. Wanneer de kandidaat meer dan één stagemeester heeft, moet één van hen fungeren als stagemeester-coördinator.

De stagemeester-coördinator moet erkend zijn in dezelfde discipline als die welke de kandidaat op het oog heeft en de kandidaat moet bij hem zijn stage beëindigen.

De stagemeester-coördinator heeft als opdracht de kandidaat te begeleiden bij het opstellen van zijn stageplan en het geheel van zijn opleiding te coördineren.

De stagemeester-coördinator moet een globale beoordeling formuleren die de Erkenningscommissie in staat stelt te oordelen of de kandidaat aan de opleidingscriteria heeft voldaan en of hij de discipline onafhankelijk en op eigen verantwoordelijkheid kan uitoefenen.

§ 3. Bij de aanvraag tot goedkeuring van het stageplan voegt men:

1° de stukken waaruit blijkt dat de aanvrager gemachtigd is om in België de tandheelkunde uit te oefenen;

2° voor elk deel van de stage een exemplaar van de geschreven overeenkomst tussen de kandidaat en de stagemeester of de verantwoordelijke instelling, met betrekking tot een billijke vergoeding van de kandidaat, met nauwkeurige vermelding van de duur van de overeenkomst.

Art. 11. Vooraleer het stageplan voor advies aan de bevoegde kamer wordt voorgelegd, gaat het bestuur na of de voorschriften van artikel 9 en van artikel 10 volledig zijn nageleefd. Als zulks niet het geval is wordt de belanghebbende daarvan binnen dertig dagen in kennis gesteld.

Als het stageplan tijdens de eerste drie maanden van de opleiding wordt ingediend, wordt de duur ervan gerekend vanaf de datum waarop de opleiding werkelijk begonnen is; als het later wordt ingediend, wordt de datum van het aangetekend schrijven beschouwd als de datum waarop de stage is begonnen.

Art. 12. § 1. De kamer spreekt zich binnen zestig dagen vanaf de datum waarop de zaak bij haar aanhangig werd gemaakt uit over de aanvraag tot goedkeuring van het stageplan en alle andere vragen in verband met de stage.

§ 2. De kamer doet uitspraak op stukken. Indien haar advies afwijkt van het door de kandidaat ingediende plan, wordt het in beraad gehouden.

In dat geval wordt de kandidaat, behalve in spoedgevallen, ten minste vijftien dagen voor de vergadering tijdens welke zijn dossier wordt onderzocht, bij een aangetekende brief tegen ontvangstbewijs, opgeroepen om voor de kamer te verschijnen ten einde alle nuttige toelichtingen te verstrekken. Hij mag zich laten bijstaan door één of meer raadslieden. Indien de kandidaat, behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt, wordt uitspraak gedaan op stukken, behalve bij gewettigde afwezigheid.

§ 3. Het dossier wordt op het secretariaat ter beschikking gehouden van de aanvrager of zijn raadsman; het ligt ter inzage gedurende vijftien dagen vóór de zitting.

Art. 13. De met redenen omklede adviezen van de kamer worden aan de Minister medegedeeld en binnen dertig dagen ter kennis gebracht van de kandidaat.

Indien het advies van de kamer afwijkt van het ingediende stageplan, geschiedt de mededeling aan de kandidaat bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs.

Art. 14. § 1. Bij aanvang van zijn stage krijgt de kandidaat een stageboekje, waarin hij al zijn werkzaamheden in het kader van zijn stage dient te vermelden. Het stageboekje moet, na afloop van elk jaar, aan de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie worden teruggegeven.

Het model van het stageboekje is vastgelegd door de Erkenningscommissie bevoegd in de discipline en is voor beide kamers hetzelfde. Het moet aangepast zijn aan elke discipline en het mogelijk maken zowel het theoretische als het praktische gedeelte van de opleiding tijdens het lopende jaar echt te controleren.

§ 2. Bovendien brengt de kandidaat bij de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie jaarlijks schriftelijk verslag uit over het verloop van zijn stage.

Art. 15. De kandidaat moet elke wijziging in zijn stageplan vooraf ter goedkeuring voorleggen aan de Minister; alvorens een beslissing te nemen, vraagt de Minister hierover het advies van de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie.

Ni le candidat ni le maître de stage ne peuvent unilatéralement apporter des modifications ou mettre prématurément fin à la convention entre les deux parties concernant le stage. En cas de divergences de vues les dispositions de l'article 17 sont applicables.

A défaut de dispositions contraires, les dispositions se rapportant à un nouveau plan de stage sont également d'application pour une modification d'un plan de stage.

Art. 16. Une interruption du stage ne peut en aucun cas raccourcir la durée totale de la formation. Lorsque le candidat interrompt sa formation, il est tenu d'en informer immédiatement la chambre compétente de la Commission d'agrément et d'indiquer la raison de l'interruption. Le candidat fera à la chambre compétente des propositions en vue d'une période complémentaire.

La chambre communique dans les trente jours son avis sur cette proposition au candidat et à son maître de stage et transmet la proposition, accompagnée de son avis, pour approbation au Ministre.

Art. 17. En cas de divergence de vue entre un maître de stage et un candidat, l'un et l'autre peuvent soumettre le différend à la chambre compétente de la Commission d'agrément.

La chambre entend les deux parties.

Si le différend persiste, la chambre charge une commission composée d'un ou de plusieurs de ses membres d'une enquête sur place. Cette commission doit être accompagnée d'un fonctionnaire désigné par le Ministre.

Après avoir pris connaissance du rapport dressé par la commission d'enquête, la chambre émet un avis. Elle communique dans les trente jours son avis au maître de stage et au candidat et le transmet pour approbation au Ministre.

Art. 18. Lorsque le maître de stage estime que le candidat n'est pas apte à la discipline choisie ou est devenu indésirable dans son service, il en fait part à la chambre compétente de la Commission d'agrément et au candidat, en indiquant les motifs sur lesquels il fonde son appréciation.

La chambre entend les deux parties.

Si le maître de stage maintient son point de vue, la chambre peut charger une commission composée d'un ou de plusieurs de ses membres d'une enquête sur place. Cette commission doit être accompagnée d'un fonctionnaire désigné par le Ministre.

La chambre émet alors l'avis soit de mettre fin au stage ou à la partie du stage, soit de désigner un autre maître de stage proposé par le candidat; dans ce dernier cas, elle indique dans quelle mesure le stage effectué chez le premier maître de stage comptera pour le calcul de la durée totale du stage exigée pour la discipline.

Si le second maître de stage émet également un avis défavorable, la chambre peut émettre l'avis de ne pas laisser le candidat poursuivre son stage dans la discipline concernée.

Les dispositions de l'article 12 sont applicables dans ce cas.

Dans les trente jours la chambre communique, par lettre recommandée avec accusé de réception, son avis motivé au candidat et à son maître de stage et le transmet pour approbation au Ministre.

Art. 19. Si dans le délai prévu à l'article 29 les avis des Commissions d'agrément concernant le plan de stage et son exécution n'ont pas fait l'objet d'un appel, le Ministre prend une décision.

Si les Commissions d'agrément n'ont pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis.

La décision du Ministre est communiquée à l'intéressé. Si la décision diffère du plan de stage introduit par le candidat, la communication est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Section II. — De l'agrément

Art. 20. A l'expiration du stage, la demande d'agrément en qualité de titulaire d'un titre professionnel particulier est adressée par l'intéressé au Ministre, par lettre recommandée, sur un formulaire fourni par l'administration.

La demande est accompagnée :

- 1° des attestations de maîtres de stage;
- 2° du dernier carnet de stage et de tout autre document de nature à éclairer la chambre sur la valeur du candidat.

Noch de kandidaat, noch de stagemeester mogen eenzijdig veranderingen aanbrengen of voortijdig een einde maken aan de overeenkomst tussen de twee partijen met betrekking tot de stage. In geval van een meningsverschil zijn de bepalingen van artikel 17 van toepassing.

Tenzij anders bepaald, zijn de bepalingen die betrekking hebben op een nieuw stageplan eveneens van toepassing op een wijziging van een stageplan.

Art. 16. Een onderbreking van de stage mag in geen geval de totale duur van de opleiding verkorten. Wanneer de kandidaat zijn opleiding onderbreekt, moet hij onmiddellijk de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie daarvan in kennis stellen en de reden van de onderbreking vermelden. De kandidaat zal aan de bevoegde kamer voorstellen doen met het oog op een aanvullende stageperiode.

De kamer deelt haar advies over dit voorstel binnen dertig dagen mee aan de kandidaat en zijn stagemeester, en stuurt het voorstel, met haar advies, ter goedkeuring naar de Minister.

Art. 17. In geval van een meningsverschil tussen een stagemeester en een kandidaat kan zowel de een als de ander het geschil aanhangig maken bij de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie.

De kamer hoort beide partijen.

Indien het geschil blijft bestaan, belast de kamer een commissie, bestaande uit één of meer van haar leden met een onderzoek ter plaatse. Deze commissie moet vergezeld zijn van een ambtenaar aangeduid door de Minister.

Na inzage van het verslag opgesteld door de onderzoekscommissie, brengt de kamer advies uit. Zij deelt haar advies binnen dertig dagen mee aan de stagemeester en aan de kandidaat en stuurt het ter goedkeuring naar de Minister.

Art. 18. Wanneer de stagemeester oordeelt dat de kandidaat niet geschikt is voor de gekozen discipline, of ongewenst is geworden in zijn dienst, deelt hij zulks mede aan de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie en aan de kandidaat, met opgave van de redenen waarop hij zijn oordeel steunt.

De kamer hoort beide partijen.

Indien de stagemeester bij zijn standpunt blijft, kan de kamer een commissie, samengesteld uit een of meer van haar leden belasten met een onderzoek ter plaatse. Deze commissie moet vergezeld zijn van een ambtenaar aangeduid door de Minister.

Daarna adviseert de kamer ofwel een einde te maken aan de stage of het gedeelte van de stage, ofwel of voorstel van de kandidaat, een andere stagemeester aan te duiden; in dit laatste geval bepaalt zij in hoeverre de bij de eerste stagemeester gedane stage in aanmerking komt voor de berekening van de totale duur van de stage die voor de discipline vereist wordt.

Indien de tweede stagemeester eveneens een ongunstig advies uitbrengt, mag de kamer adviseeren de kandidaat niet toe te laten zijn stage in de discipline in kwestie voort te zetten.

De bepalingen van artikel 12 zijn in dit geval toepasselijk.

Binnen dertig dagen deelt de kamer, bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs, haar met redenen omkleed advies mee aan de kandidaat en zijn stagemeester, en stuurt het ter goedkeuring naar de Minister.

Art. 19. Indien binnen de in artikel 29 vastgestelde termijn geen beroep wordt ingesteld tegen de adviezen van de Erkenningscommissies met betrekking tot het stageplan en de uitvoering ervan, neemt de Minister een beslissing.

Indien de Erkenningscommissies geen advies hebben uitgebracht binnen de gestelde termijn, kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies.

De beslissing van de Minister wordt aan de belanghebbende meegedeeld. Indien de beslissing afwijkt van het door de kandidaat ingediende plan, geschiedt de mededeling bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs.

Afdeling II. — De erkenning

Art. 20. De aanvraag om erkenning als houder van een bijzondere beroepstitel wordt, na het beëindigen van de stage bij een aangetekende brief, bij de Minister ingediend door de belanghebbende door middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd.

De aanvraag is vergezeld van :

- 1° de attesten van de stagemeesters;
- 2° het laatste stageboekje en elk ander document dat de kamer in staat stelt de waarde van de kandidaat te beoordelen.

Le Ministre peut demander à l'intéressé de lui faire parvenir les documents nécessaires à l'examen de sa demande.

Le Ministre transmet le dossier de la demande, aux fins d'avis, à la chambre compétente de la Commission d'agrément.

Art. 21. § 1^{er}. La chambre compétente de la Commission d'agrément compare les données fournies à celles qui ont été enregistrées pendant la formation; s'il n'y a pas de correspondance, elle sursoit au prononcé de l'avis et invite le candidat à fournir les explications nécessaires.

§ 2. La chambre compétente de la Commission d'agrément peut aussi émettre l'avis que pour satisfaire aux critères d'agrément, le stage doit encore être poursuivi pendant un temps déterminé.

Art. 22. La chambre compétente de la Commission d'agrément se prononce conformément aux dispositions de l'article 12, mutatis mutandis.

Dans les cas visés à l'article 21, § 1^{er}, l'avis est émis dans les soixante jours à partir du jour où le candidat a fourni les explications nécessaires.

Art. 23. Les avis motivés de la chambre sont communiqués au Ministre et notifiés dans les trente jours au candidat.

Si l'avis de la chambre diffère du plan de stage introduit, la communication au candidat se fait par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 24. § 1^{er}. Lorsque le praticien de l'art dentaire ne répond plus aux critères d'agrément, le Ministre peut retirer l'agrément soit de sa propre initiative, soit de l'initiative de la chambre compétente de la Commission d'agrément.

Le Ministre ne peut agir de sa propre initiative qu'après avoir fait part de son intention à l'intéressé et avoir recueilli l'avis de la chambre compétente de la Commission d'agrément.

Les dispositions de l'article 12 sont applicables, mutatis mutandis.

§ 2. L'avis motivé de la chambre compétente de la Commission d'agrément est communiqué au Ministre et notifié à l'intéressé dans les trente jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 25. Le praticien de l'art dentaire qui ne désire plus bénéficier de l'agrément, est tenu d'en informer par écrit le Ministre. Dans ce cas, le Ministre retire l'agrément.

Art. 26. Le praticien de l'art dentaire dont l'agrément a été retiré en application des dispositions des articles 24 ou 25 peut demander à tout moment au Ministre un nouvel agrément.

La procédure d'agrément se déroule conformément aux dispositions des articles 20, 21, 22 et 23.

La chambre compétente de la Commission d'agrément peut dans les cas où elle le juge justifié, proposer au Ministre d'accorder l'agrément par dérogation aux dispositions des articles 20 et 21.

Art. 27. Si dans le délai prévu à l'article 29 l'avis de la chambre concernant l'agrément comme titulaire d'un titre particulier ou le retrait de cet agrément n'a pas fait l'objet d'un appel, le Ministre prend une décision.

Si la chambre n'a pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis.

La décision du Ministre est communiquée à l'intéressé. Si la décision diffère du plan introduit par l'intéressé, la communication est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Section III. — De la procédure d'appel

Art. 28. Lorsque le Ministre estime ne pouvoir suivre l'avis de la chambre de la Commission d'agrément, il en informe l'intéressé, avec indication des motifs, et lui communique qu'avant de prendre une décision, il soumet le dossier à l'avis de la chambre compétente du Conseil.

Art. 29. Le praticien de l'art dentaire peut introduire un recours contre tout avis qui le concerne, émis par la chambre de la Commission d'agrément.

Pour être recevable, le recours doit être motivé et adressé au Ministre par lettre recommandée, dans les trente jours de la notification de l'avis.

Le Ministre soumet le dossier à l'avis de la chambre compétente du Conseil.

De Minister kan de betrokkene verzoeken hem de stukken te bezorgen die voor het onderzoek van de aanvraag vereist zijn.

De Minister zendt het aanvraagdossier voor advies naar de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie.

Art. 21. § 1. De bevoegde kamer van de Erkenningscommissie vergelijkt de verstrekte gegevens met die welke tijdens de opleiding opgetekend werden; bij gebrek aan overeenstemming, stelt zij de uitspraak van het advies uit en verzoekt zij de kandidaat de nodige toelichting te verstrekken.

§ 2. De bevoegde kamer van de Erkenningscommissie kan ook adviseren dat de stage nog gedurende een welbepaalde tijd moet worden voortgezet om aan de erkenningscriteria te voldoen.

Art. 22. De bevoegde kamer van de Erkenningscommissie doet uitspraak overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, mutatis mutandis.

In de gevallen bedoeld in artikel 21, § 1, wordt het advies gegeven binnen zestig dagen vanaf de dag waarop de kandidaat de nodige toelichting heeft verstrekt.

Art. 23. De met redenen omklede adviezen van de kamer worden aan de Minister medegedeeld en binnen dertig dagen ter kennis gebracht van de kandidaat.

Indien het advies van de kamer afwijkt van het ingediend stageplan, geschiedt de mededeling aan de kandidaat bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs.

Art. 24. § 1. Wanneer de beoefenaar van de tandheelkunde niet meer voldoet aan de erkenningscriteria kan de Minister hetzij op eigen initiatief hetzij op initiatief van de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie, de erkenning intrekken.

De Minister kan slechts op eigen initiatief handelen, nadat hij zijn voornemen aan de betrokkene kenbaar heeft gemaakt en het advies van de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie heeft ingewonnen.

De bepalingen van artikel 12 zijn mutatis mutandis in deze gevallen toepasselijk.

§ 2. Het met redenen omklede advies van de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie wordt aan de Minister medegedeeld en ter kennis gebracht van de betrokkene binnen dertig dagen bij een aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs.

Art. 25. De beoefenaar van de tandheelkunde die niet langer erkend wenst te blijven, moet de Minister daarvan schriftelijk op de hoogte brengen. In dat geval trekt de Minister de erkenning in.

Art. 26. De beoefenaar van de tandheelkunde wiens erkenning krachtens de artikelen 24 of 25 werd ingetrokken, kan bij de Minister te allen tijde een nieuwe erkenning aanvragen.

De erkenningsprocedure verloopt volgens de bepalingen van de artikelen 20, 21, 22, en 23.

Wanneer de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie dit gerechtvaardigd acht, kan zij de Minister voorstellen de erkenning te verlenen in afwijking van de bepalingen van de artikelen 20 en 21.

Art. 27. Indien binnen de in artikel 29 vastgestelde termijn geen beroep wordt ingesteld tegen het advies van de kamer met betrekking tot de erkenning of de intrekking van de erkenning als houder van een bijzondere beroepstitel, neemt de Minister een beslissing.

Indien de kamer geen advies heeft verstrekt binnen de gestelde termijn, kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies.

De beslissing van de Minister wordt aan de belanghebbende meegedeeld. Indien die beslissing afwijkt van het door de belanghebbende ingediende plan, geschiedt de mededeling bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs.

Afdeling III. — De beroepsprocedure

Art. 28. Wanneer de Minister oordeelt een advies van de kamer van de Erkenningscommissie niet te kunnen volgen, deelt hij dat mee aan de belanghebbende met vermelding van de redenen en deelt hem mee dat hij, alvorens een beslissing te treffen, het dossier voor advies voorlegt aan de bevoegde kamer van de Raad.

Art. 29. De beoefenaar van de tandheelkunde kan beroep instellen tegen elk advies van de kamer van de Erkenningscommissie dat op hem betrekking heeft.

Om ontvankelijk te zijn moet het beroep met redenen worden omkleed en binnen dertig dagen na kennisgeving van het advies per aangetekend schrijven aan de Minister worden toegezonden.

De Minister legt het dossier voor advies voor aan de bevoegde kamer van de Raad.

Art. 30. § 1^{er}. En cas de recours ou d'application de l'article 28, le praticien de l'art dentaire est entendu par la chambre compétente du Conseil.

Sauf en cas d'urgence, l'intéressé est convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quinze jours avant l'audience à laquelle son dossier sera examiné.

Il comparait en personne et peut se faire assister d'un ou plusieurs conseils.

Si l'intéressé dûment convoqué, ne comparait pas, la chambre peut statuer sur pièces, sauf en cas d'absence justifiée.

§ 2. A partir du jour de la convocation, le dossier est tenu à la disposition d'intéressé ou de son conseil au secrétariat où il peut être consulté.

Art. 31. § 1^{er}. Si la chambre du Conseil est appelée à se prononcer sur le plan de stage ou sur l'agrément en qualité de titulaire d'un titre professionnel particulier, au moins un de ses membres, praticien de l'art dentaire agréé dans la discipline concernée, doit assister à la délibération.

Si la chambre ne compte aucun membre agréé dans cette discipline, le président désigne un praticien de l'art dentaire agréé dans cette discipline afin d'assister à la délibération avec voix consultative.

§ 2. La chambre compétente se prononce dans les soixante jours de la date à laquelle elle a été saisie de l'affaire. L'avis doit être motivé et doit répondre aux conclusions déposées par le requérant. La chambre se prononce sur l'ensemble de l'affaire.

Art. 32. La chambre compétente du Conseil communique son avis motivé au Ministre. Si la chambre compétente n'a pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis. La décision du Ministre est notifiée par lettre recommandée au requérant et au président de la chambre compétente de la Commission d'agrément contre l'avis de laquelle le recours était introduit.

CHAPITRE IV. — De l'agrément des maîtres de stage et des services de stage

Art. 33. La demande d'agrément en qualité de maître de stage est adressée par le candidat maître de stage au Ministre, par lettre recommandée sur un formulaire fourni par l'administration.

La demande contient tous les éléments de nature à éclairer le Conseil et le Ministre sur la valeur du candidat, tels que titres, fonctions, publications, conférences, participation active à des sociétés scientifiques et à des congrès.

La demande contient aussi les documents qui prouvent que le demandeur satisfait aux critères d'agrément.

La demande contient également l'engagement du candidat maître de stage à veiller :

— à ce que les candidats dont il assurera le stage bénéficient d'une rémunération équitable;

— rédiger avant le début du stage, pour chaque candidat un programme personnalisé de formation, conforme, le cas échéant au modèle déterminé par la Commission d'agrément compétente et dont il adresse copie au candidat et à la chambre compétente de la Commission d'agrément;

— se soumettre de manière constructive aux visites des services de stage organisées, en concertation, par le Conseil et par la chambre compétente de la Commission d'agrément;

— ne pas dépasser le nombre maximum de postes de formation fixé lors de l'agrément comme maître de stage; ce nombre de postes comprend la somme des candidats en formation et des bénéficiaires des dispenses spéciales accordées en application de l'article 57 de l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Art. 34. La demande d'agrément en qualité du service de stage est adressée par lettre recommandée au Ministre par le praticien de l'art dentaire ou le médecin responsable du service intéressé, sur un formulaire fourni par l'administration. La demande est éventuellement contresignée par le gestionnaire de l'établissement.

Art. 30. § 1. In geval van beroep of in geval van toepassing van artikel 28, wordt de beoefenaar van de tandheelkunde door de bevoegde kamer van de Raad gehoord.

De belanghebbende wordt, behoudens in geval van spoed, ten minste vijftien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier wordt onderzocht, bij een aangetekende brief tegen ontvangstbewijs opgeroepen.

Hij verschijnt persoonlijk en mag zich laten bijstaan door één of meer raadslieden.

Indien de belanghebbende, behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt, kan de kamer uitspraak doen op stukken, behalve bij gewettigde afwezigheid.

§ 2. Vanaf de dag van de oproeping wordt het dossier op het secretariaat ter beschikking gehouden van de belanghebbende of zijn raadsman, waar het kan worden ingekeken.

Art. 31. § 1. Indien de kamer van de Raad zich moet uitspreken over het stageplan of over de erkenning als houder van een bijzondere beroepstitel dient ten minste één van haar leden, die een in desbetreffende discipline erkend beoefenaar van de tandheelkunde is, de beraadslaging bij te wonen.

Wanneer de kamer geen lid telt dat in deze discipline erkend is, wijst de voorzitter een beoefenaar van de tandheelkunde aan die in deze discipline wel is erkend om de beraadslaging met raadgevende stem bij te wonen.

§ 2. De bevoegde kamer spreekt zich uit binnen zestig dagen vanaf de datum waarop de zaak bij haar aanhangig werd gemaakt. Het advies moet met redenen worden omkleed en de door verzoeker voorgelegde conclusies beantwoorden. De kamer spreekt zich uit over de zaak in haar geheel.

Art. 32. De bevoegde kamer van de Raad deelt haar met redenen omkleed advies mede aan de Minister. Indien de bevoegde kamer geen advies heeft verstrekt binnen de gestelde termijn, kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies. De beslissing van de Minister wordt per aangetekende brief ter kennis gebracht van de verzoeker en de voorzitter van de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie tegen wier advies beroep was ingesteld.

HOOFDSTUK IV. — De erkenning van de stagemeeesters en stagediensten

Art. 33. De aanvraag om erkenning als stagemeeester wordt door de kandidaat-stagemeeester per aangetekende brief ingediend bij de Minister bij middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd.

De aanvraag bevat alle gegevens die de Raad en de Minister kunnen inlichten over de waarde van de kandidaat, zoals zijn titels, functies, publikaties, lezingen, actieve medewerking aan wetenschappelijke verenigingen en congressen.

De aanvraag bevat eveneens de stukken die het bewijs leveren dat de aanvrager voldoet aan de erkenningscriteria.

De aanvraag bevat eveneens de verbintenis van de kandidaat-stagemeeester ervoor te zorgen :

— dat de kandidaten voor wiens opleiding hij zal instaan een billijke vergoeding zullen ontvangen;

— voor elke kandidaat een geïndividualiseerd opleidingsprogramma op te stellen dat in voorkomend geval overeenstemt met het door de bevoegde Erkenningscommissie vastgestelde model en waarvan hij de kandidaat en de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie een kopie bezorgt;

— zich op constructieve manier te onderwerpen aan de bezoeken van de stagediensten die door de Raad en de bevoegde kamer van de Erkenningscommissie in onderling overleg worden georganiseerd;

— het maximum aantal opleidingsplaatsen, vastgesteld bij de erkenning als stagemeeester, niet te overschrijden; dat aantal is de som van de kandidaten in opleiding en van de begunstigden van de bijzondere vrijstellingen verleend krachtens artikel 57 van het besluit van de Regent van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Art. 34. De aanvraag om erkenning als stagedienst wordt door de beoefenaar van de tandheelkunde of de verantwoordelijke geneesheer van de betrokken dienst per aangetekende brief ingediend bij de Minister bij middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd. De aanvraag wordt eventueel medeondertekend door de beheerder van de inrichting.

La demande contient tous les éléments de nature à éclairer le Conseil et le Ministre sur la valeur du service, tels que des données statistiques et bibliographiques et des renseignements sur les activités scientifiques et les titres.

La demande contient aussi les documents qui prouvent que le service satisfait aux critères d'agrément.

Art. 35. Le Ministre transmet pour avis la demande d'agrément comme maître de stage ou service de stage accompagnée du dossier au Conseil et à la Commission d'agrément compétente. Le Conseil peut, en concertation avec la Commission d'agrément, charger un ou plusieurs de leurs membres de procéder à une enquête et d'en faire rapport. Au besoin, cette enquête peut être effectuée sur place.

Art. 36. § 1^{er}. La Commission d'agrément peut adresser au Conseil un avis motivé, dans les soixante jours à compter de la date où elle est saisie du dossier.

§ 2. Le Conseil statue sur pièces. Si son avis n'est pas favorable il est tenu en suspens. En ce cas et sauf en cas d'urgence le candidat maître de stage ou le responsable du service de stage à agréer est informé, au moins quinze jours à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, du jour et de l'heure de l'audience du Conseil à laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut demander à être entendu personnellement par le Conseil afin de lui fournir tous renseignements utiles. Il peut se faire assister d'un ou de plusieurs conseils. Le dossier est déposé au secrétariat où il peut être consulté, durant les quinze jours qui précèdent la réunion.

Art. 37. § 1^{er}. Le Conseil envoie son avis motivé au Ministre et à l'intéressé dans les cent vingt jours à compter de la réception du dossier.

§ 2. L'intéressé peut faire parvenir au Ministre une note avec ses observations motivées, dans un délai de trente jours après réception de l'avis.

Si dans ce délai l'intéressé a fait parvenir au Ministre une note avec ses observations motivées, le Ministre envoie cette note au Conseil pour avis.

Le Conseil se prononce dans les trente jours de la réception de cette note, selon la procédure définie à l'article 36.

Son avis motivé sur cette note est communiqué à l'intéressé et au Ministre.

Après réception de cet avis le Ministre prend une décision.

Si le Conseil n'a pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis.

§ 3. La décision du Ministre mentionne :

- le nombre de candidats qui peuvent être formés dans ce service,
- la durée maximale de formation dans ce service,
- la partie du stage pour laquelle la formation peut être donnée.

Une copie de la décision est envoyée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 38. L'agrément comme maître de stage ou comme service de stage est accordé pour une période renouvelable de cinq ans. La demande de renouvellement doit être introduite six mois avant l'expiration de la période.

La procédure définie aux articles 33, 34, 35, 36 et 37 est également applicable pour la demande de renouvellement.

Si, à l'expiration de cette période, aucune décision n'est intervenue, l'agrément est prorogé jusqu'à la décision du Ministre sur la demande de renouvellement.

Art. 39. § 1^{er}. Lorsque le maître de stage ou le service de stage ne répond plus aux critères ou lorsque le maître de stage a fait l'objet de mesures ou de sanctions de caractère pénal, disciplinaire ou administratif, ou lorsqu'il a nui aux intérêts légitimes d'un candidat, le Ministre peut retirer l'agrément soit de sa propre initiative, soit à l'initiative du Conseil. Le Ministre ne peut agir de sa propre initiative qu'après avoir fait part de son intention à l'intéressé et avoir recueilli l'avis du Conseil.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, la procédure à suivre est celle définie aux articles 36, § 2, et 37.

De aanvraag bevat alle gegevens die de Raad en de Minister kunnen inlichten over de waarde van de dienst, zoals statistische en bibliografische gegevens en informatie over wetenschappelijke werkzaamheden en titels.

De aanvraag bevat eveneens de stukken die het bewijs leveren dat de dienst voldoet aan de erkenningscriteria.

Art. 35. De Minister stuurt de aanvraag om erkenning als stagemeester of als stagedienst samen met het dossier voor advies naar de Raad en naar de bevoegde Erkenningscommissie. De Raad kan, in overleg met de Erkenningscommissie, één of meer van hun leden gelasten een onderzoek te verrichten en daarover verslag uit te brengen. Dat onderzoek kan zo nodig ter plaatse plaatshebben.

Art. 36. § 1. De Erkenningscommissie kan de Raad een met redenen omkleed advies verstrekken, binnen zestig dagen vanaf de datum waarop de zaak bij haar aanhangig werd gemaakt.

§ 2. De Raad doet uitspraak op stukken. Indien zijn advies niet gunstig is, wordt het in beraad gehouden. In dat geval, behalve in spoedgevallen, wordt de kandidaat-stagemeester of de verantwoordelijke van de te erkennen stagedienst ten minste vijftien dagen vooraf per aangetekend schrijven met ontvangbewijs in kennis gesteld van de dag en het uur van de vergadering van de Raad tijdens welke zijn dossier wordt onderzocht.

De betrokkene mag vragen persoonlijk gehoord te worden door de Raad om alle nuttige inlichtingen te kunnen verstrekken. Hij mag zich laten bijstaan door één of meer raadsleden. Het dossier wordt neergelegd op het secretariaat, waar het kan worden geraadpleegd gedurende vijftien dagen voor de vergadering.

Art. 37. § 1. Binnen honderdtwintig dagen na ontvangst van het dossier stuurt de Raad zijn met redenen omkleed advies naar de Minister en naar de belanghebbende.

§ 2. De belanghebbende kan de Minister binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het advies een nota met zijn met redenen omkleed opmerkingen bezorgen.

Indien de belanghebbende de Minister binnen die termijn een nota bezorgt met zijn met redenen omkleed opmerkingen, zendt de Minister deze nota voor advies naar de Raad.

De Raad spreekt zich uit binnen dertig dagen na ontvangst van die nota, volgens de procedurevoorschriften van artikel 36.

Zijn met redenen omkleed advies over deze nota wordt medegedeeld aan de belanghebbende en aan de Minister.

Na ontvangst van dit advies neemt de Minister een beslissing.

Indien de Raad geen advies heeft gegeven binnen de gestelde termijn, kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies.

§ 3. In de beslissing van de Minister wordt vermeld :

- het aantal kandidaten die in de dienst opgeleid kunnen worden,
- de maximum duur van de opleiding in deze dienst,
- het gedeelte van de stage waarvoor opleiding mag gegeven worden.

Een afschrift van de beslissing wordt aan de belanghebbende gezonden per aangetekende brief tegen ontvangbewijs.

Art. 38. De erkenning als stagemeester of als stagedienst wordt verleend voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar. De aanvraag tot hernieuwing moet zes maanden voor het verstrijken van de termijn worden ingediend.

De procedurevoorschriften van de artikelen 33, 34, 35, 36 en 37 gelden ook voor de aanvraag tot hernieuwing.

Indien bij het verstrijken van die periode geen beslissing is genomen, blijft de erkenning gelden tot de Minister over de aanvraag om hernieuwing heeft beslist.

Art. 39. § 1. Wanneer de stagemeester of de stagedienst niet langer aan de criteria voldoet, of wanneer de stagemeester maatregelen of sancties van strafrechtelijke, disciplinaire of administratieve aard heeft opgelopen, of wanneer hij de rechtmatige belangen van een kandidaat heeft geschaad, kan de Minister hetzij op eigen initiatief, hetzij op initiatief van de Raad, de erkenning intrekken. De Minister kan slechts op eigen initiatief handelen, nadat hij zijn voornemen aan de betrokkene kenbaar heeft gemaakt en het advies van de Raad heeft ingewonnen.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, moet de in de artikelen 36, § 2, en 37 vastgestelde procedure worden gevolgd.

Art. 40. § 1^{er}. Le maître de stage qui ne désire plus bénéficier d'un agrément consentie conformément au présent arrêté, est tenu d'en informer par écrit le Ministre.

Dans ce cas, le Ministre retire l'agrément.

§ 2. Le Ministre retire l'agrément d'un service de stage, si le responsable de ce service, communique au Ministre, par une lettre, éventuellement contre-signée par le gestionnaire de l'établissement, qu'il désire renoncer à l'agrément de ce service comme service de stage.

Art. 41. § 1^{er}. En cas de décès du maître de stage, lorsque le maître de stage ne bénéficie plus de l'agrément accordé ou lorsqu'il ne peut remplir sa fonction de maître de stage et qu'il n'est pas prévu qu'il pourra la reprendre dans un délai de trois mois, un responsable du stage est agréé par le Conseil à titre provisoire afin de permettre aux candidats intéressés de poursuivre leur formation.

Cet agrément peut être accordé par dérogations aux critères d'agrément et aux dispositions du présent chapitre.

Elle prend fin selon le cas, au moment où il est pourvu au remplacement du maître de stage ou au moment où le maître de stage reprend sa fonction.

§ 2. Lorsqu'un service de stage ne bénéficie plus de l'agrément délivré, un service et éventuellement un responsable du stage sont agréés à titre provisoire par le Conseil afin de permettre aux candidats concernés de poursuivre leur formation.

Ces agréments peuvent être accordés par dérogation aux critères d'agrément et aux dispositions du présent chapitre.

Elles prennent fin au moment où le Ministre prend une décision concernant la poursuite du stage dans des services agréés, proposée par les candidats.

Art. 42. La liste des maîtres de stage et des services de stage agréés est tenue à jour par l'administration et communiquée sur demande aux intéressés.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 43. Lorsque les critères d'agrément pour une discipline sont déterminés pour la première fois, le Ministre peut, par dérogation aux dispositions de l'article 6, § 2, sur présentation des Ecoles dentaires et des organisations professionnelles des dentistes, nommer des membres des Commissions d'agrément des dentistes, qui ne sont pas agréés dans la discipline concernée, mais qui sont notoirement compétents dans cette discipline. Le mandat de ces membres expire un an après leur nomination, sauf s'ils ont entre-temps été agréés dans cette discipline.

Art. 44. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Art. 40. § 1. De stagemeester die de overeenkomstig dit besluit verleende erkenning niet langer wenst te genieten, moet hiervan de Minister schriftelijk op de hoogte brengen.

In dat geval trekt de Minister de erkenning in.

§ 2. De Minister trekt de erkenning in van een stagedienst, indien de verantwoordelijke voor deze dienst, bij middel van een brief, eventueel medeondertekend door de beheerder van de inrichting, aan de Minister mededeelt dat hij wenst af te zien van de erkenning van deze dienst als stagedienst.

Art. 41. § 1. In geval van overlijden van de stagemeester, wanneer de stagemeester niet langer de verleende erkenning geniet of wanneer hij zijn ambt van stagemeester niet kan vervullen en niet wordt verwacht dat hij het binnen een termijn van drie maanden terug zal kunnen uitoefenen, erkent de Raad een voorlopige verantwoordelijke voor de stage zodat de betrokken kandidaten hun opleiding kunnen voortzetten.

Die erkenning kan worden verleend in afwijking van de erkenningscriteria en van de bepalingen van dit hoofdstuk.

Zij eindigt, naar gelang van het geval, op het ogenblik dat de stagemeester wordt vervangen of de stagemeester zijn functie opnieuw uitoefent.

§ 2. Wanneer een stagedienst niet langer de verleende erkenning geniet, worden een opleidingsdienst en eventueel een verantwoordelijke voor de stage voorlopig erkend door de Raad zodat de betrokken kandidaten hun opleiding kunnen voortzetten.

Die erkenningen kunnen worden verleend in afwijking van de erkenningscriteria en van de bepalingen van dit hoofdstuk.

Zij eindigen op het ogenblik dat de Minister een beslissing neemt over de door de kandidaten voorgestelde verdere stage in erkende stagediensten.

Art. 42. De lijst van de erkende stagemeesters en stagediensten wordt bijgehouden door het bestuur en op verzoek aan de belanghebbenden medegedeeld.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 43. Wanneer de erkenningscriteria voor een discipline voor het eerst worden bepaald, kan de Minister, in afwijking van de bepalingen van artikel 6, § 2, op voordracht van de Scholen voor Tandheelkunde en de beroepsverenigingen van tandartsen, leden van de Erkenningscommissies van tandartsen benoemen die niet erkend zijn in de discipline in kwestie, maar van wie algemeen bekend is dat zij in deze discipline onderlegd zijn. Het mandaat van deze leden verstrijkt één jaar na hun benoeming, behalve indien zij inmiddels in deze discipline zijn erkend.

Art. 44. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 97 — 411

[S - C - 96/22769]

5 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 janvier 1960 portant exécution de l'article 2bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 2bis, inséré par la loi du 2 janvier 1960;

Vu l'arrêté royal du 7 janvier 1960 portant exécution de l'article 2bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 11 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 4 août 1996 modifiant le taux de l'intérêt légal;

N. 97 — 411

[S - C - 96/22769]

5 DECEMBRE 1996. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 januari 1960 ter uitvoering van artikel 2bis van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 2bis, ingevoegd bij de wet van 2 januari 1960;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 januari 1960 ter uitvoering van artikel 2bis van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 september 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot wijziging van de wettelijke rentevoet;